

# EcoGest@actu

## ÉDITORIAL

### **EcoGest@actu, l' premier cyber-bulletin de l'Économie-gestion.**

Vous allez le lire d'urgence, le ranger avec prudence, attendre le suivant avec impatience : *EcoGest@actu* vient d'entrer dans votre cyber-vie !

Ce petit bulletin électronique que l'on voudra mensuel, se propose de rassembler infos, tuyaux, potins, humeurs, liens, idées, conseils, coups de cœur, ... de gueule, des uns et des autres de l'Économie-gestion ; ceux, en tout cas, qui se rassemblent sur la liste *Ecogest* ou qui naviguent sur le site national.

#### DANS CE NUMÉRO

<i>Éditorial</i>	1
<i>Écrivez nous</i>	1
<i>Notre projet éditorial</i>	2
<i>Ensemble... à Marseille</i>	2
<i>La voie des métiers</i>	3
<i>Au-delà des mots</i>	4
<i>L'actualité du droit</i>	5
<i>Innovations</i>	6
<i>En ligne</i>	6
<i>Les tuyaux de l'info</i>	7
<i>Des liens !</i>	8
<i>Panorama de la presse</i>	11

Loin des clivages des établissements ;-), des grades, des salles de professeurs plus ou moins spécialisées, Ecogest réunit en annulant la distance et en abrégant l'écoute, des collègues dont la rencontre serait sans doute improbable autrement. Certes, sur la liste, la déferlante des messages, la répétition des maladroites, la persistance des erreurs d'aiguillage, des tics, des décalages... en irritent plus d'un(e). Les suggestions ne manquent pas : à quand le forum ! halte à l'inter-catégoriel ! suffit avec l'inter-spécialité ! ras le bol de ceux qui savent tout !

Devant cette déferlante, on fait de la résistance, non pas par entêtement sénile ou par esprit de contradiction, mais parce que si l'on voit bien ce que l'on peut gagner à séparer, trier, distancier... on perçoit plus encore ce que l'on va perdre.

Il faut pourtant réguler le flux sous peine de perte d'audience. Trop de bruits sur la liste nuit à la liste, à sa convivialité, à son attractivité. D'où l'idée de réunir en une livraison périodique des contributions prévisibles et un peu préméditées. On fait le choix du rythme des marées au détriment des bourrasques qui poussent les vagues envahissantes.

Pour y réussir, il faut des courageux qui s'abonnent à l'effort de la régularité, des inspirés qui ont des idées à répétition, des respectueux de l'écrit des autres pour les accueillir et les valoriser. C'est ainsi que Laurence Pitoiset et Jean Pierre Testenoire se sont lancés dans l'aventure : rédac-chefs d'*EcoGest@actu*, il leur appartient d'investir désormais ce nouvel espace de communication.

#### **EcoGest@actu**

est une publication  
du site national  
Économie&Gestion

Pour tout savoir sur  
EcoGest@actu,  
rendez-vous page 15

## ÉCRIREZ NOUS

Cette rubrique est la vôtre.

Elle est destinée à recueillir vos réactions et vos propositions. Nous sommes à l'écoute de vos remarques et de vos suggestions.

N'hésitez pas à nous écrire à [adm.eg@education.gouv.fr](mailto:adm.eg@education.gouv.fr), merci.

## NOTRE PROJET ÉDITORIAL

Dès ce premier numéro, vous trouverez, regroupés et mis en forme, certains éléments qui circulent régulièrement sur Ecogest, la liste de diffusion générale des professeurs d'économie-gestion. Ainsi, le « **Panorama de la presse** » reprend les principaux articles résumés sur la liste, « **Des liens !** » répertorie, classe et met à jour les liens les plus intéressants, enfin les « **Tuyaux de l'info** » cherchent à aider ceux d'entre nous qui, outre les élèves, accueillent des ordinateurs dans leurs classes !

EcoGest@actu, ce sont aussi des rubriques qui tentent d'apporter des éléments de réflexion sur nos disciplines.

Ainsi « **Au-delà des mots** » cherche, à partir des mots « médiatisés » dans l'actualité, à préciser le sens et la portée de ces expressions dans le domaine juridique et économique. Par exemple, que recouvre aujourd'hui le débat théorique sur l'impôt négatif, quels seront demain les changements introduits par le prochain statut de la S.A. européenne ? De même, « **Innovations** » fait le point sur les actions pédagogiques innovantes engagées dans les académies ou par les centres de ressources nationaux, « **Ensemble** » se fait l'écho des activités de « l'économie-gestion en ligne », et « **La voie des métiers** » nous relie aux évolutions de l'enseignement professionnel.

Enfin nous souhaitons ouvrir les « colonnes » d'EcoGest@actu à tous les acteurs de notre discipline, à tous ceux qui ont envie de partager leurs réflexions, leurs interrogations, leurs projets.

La forme de ce premier numéro est naturellement appelée à évoluer.

L'expérience modifiera le contenu de certaines rubriques ou affectera leur régularité, en fera peut-être disparaître certaines ou en fera naître d'autres. Cela dépend de nous tous, de nos attentes et de nos propositions. En synthétisant les échanges de la liste et en les prolongeant par des rubriques de fond, nous pouvons simultanément alléger le trafic de la liste Ecogest, et par cela même la rendre plus lisible, mais aussi apporter un réel service à la communauté des enseignants d'économie-gestion.

EcoGest@actu est une expérience qui sera poursuivie jusqu'à la fin de cette année scolaire. En fonction de vos réactions et surtout de vos contributions, elle s'arrêtera là, ou se poursuivra...

Nous sommes à l'écoute de vos réactions... et de vos propositions.

## ENSEMBLE

## L'économie-gestion en ligne se réunit à Marseille

L'économie-gestion en ligne regroupe l'ensemble des moyens qui utilisent les technologies de l'information et de la communication (cédérom, sites académiques et nationaux sur la toile, listes de diffusion) mis à la disposition des professeurs d'économie-gestion pour les informer de l'actualité de leur discipline, leur permettre de communiquer, d'échanger, de partager des idées, des ressources.

La Direction de la Technologie (Sous-Direction des Technologies Éducatives et des Technologies de l'Information et de la Communication) réunit les 20 et 21 mars au lycée Saint-Charles de Marseille l'ensemble des responsables et/ou animateurs (administrateurs) des sites académiques pour l'économie-gestion.

L'ordre du jour de cette réunion, animée par le comité éditorial du site national sur Educnet, est le suivant :

- établir l'inventaire des moyens engagés, des projets et des usages de l'économie-gestion en ligne ;
- repérer les apports des médias en ligne (sites web, listes de diffusion, forums, etc.) dans l'évolution des pratiques professionnelles des professeurs, au plan personnel et collectif ;
- organiser les collaborations entre les différents médias en ligne de la discipline : règles communautaires, spécialisations, projets collectifs... ;
- préciser les responsabilités dans la production et l'animation dans le cadre institutionnel et légal ;
- construire le réseau national des représentants TICE de l'économie-gestion.

(TICE : Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement).

## LA VOIE DES MÉTIERS : L'enseignement professionnel et l'Économie-Gestion

Monsieur Jean-Luc Mélenchon, Ministre délégué à l'Enseignement professionnel, élabore un vaste projet pour l'enseignement professionnel. Cette volonté est mise en exergue dans le bilan d'étape de décembre 2000 « **Enseignement professionnel, les avancées de la voie des métiers** ». « *la voie des métiers doit s'affirmer comme une voie d'excellence* », « *cette voie des métiers doit offrir la possibilité d'une insertion à chaque étape de la formation, tout en permettant la poursuite d'études vers les plus hauts niveaux de qualification.* »

Cette volonté a été accompagnée d'une série de mesures mises en place dès septembre 2000 dont : de nouvelles grilles horaires pour l'ensemble des formations, de nouveaux outils, tels que le Projet Pluridisciplinaire à Caractère Professionnel, l'introduction de l'Éducation Civique Juridique et sociale.

Ces mesures prévoient également : une rénovation des diplômes finalisée (Cap employé de commerce multi-spécialité, BEP vente Action marchande) ou en cours d'élaboration (Bac Pro commerce), une réflexion sur la fluidité des parcours scolaires, le renforcement du partenariat école-entreprise.

À la rentrée de septembre, chacun a adapté ses progressions pédagogiques aux nouvelles grilles horaires, a intégré la nouvelle modalité pédagogique qu'est le PPCP, mais était aussi en quête d'aides, d'informations, de soutien. Dès septembre 2000, le site national Économie-gestion a ouvert une rubrique " Enseignement Professionnel " ; ce nouvel espace, modeste à ses débuts, va s'enrichir au fur et à mesure, pour essayer de vous proposer des repères (références des textes, informations sur les nouveaux diplômes...), des aides (mutualisation des pratiques...), des idées (compte-rendu d'expériences, etc.).

D'autres thèmes tels que l'évaluation, le suivi des PFE, l'exploitation des TICE seront abordés au fil des contributions.

### Quelques adresses :

- Le bilan d'étape de décembre 2000 « Enseignement professionnel, les avancées de la voie des métiers » est une mine d'informations : la baisse des effectifs, les résultats aux examens, les nouvelles mesures, les personnels, les élèves, le développement de la voie des métiers, l'enseignement professionnel et l'Europe.

à télécharger à l'adresse suivante :

[http://www.enseignement-professionnel.gouv.fr/actualites/dossiers-de-presse/dernier\\_dossier.htm](http://www.enseignement-professionnel.gouv.fr/actualites/dossiers-de-presse/dernier_dossier.htm)

- Des exemples de PPCP sur Eduscol dont un en bac pro secrétariat

<http://www.eduscol.education.fr/ppcp/default.htm>

- Le développement des TICE et l'introduction des PPCP nécessitent une connaissance minimum des droits d'auteur (entre autres), un site incontournable à consulter avant de se lancer dans la production d'un cédérom, d'une vidéo ou même la réalisation d'une revue de presse.

<http://www.legamedia.education.fr/mainf.html>

- Réflexion sur le PPCP en ligne (mise à jour : septembre 2000) précisant :

des définitions, les objectifs, l'organisation, les horaires (dont un exemple de planification pour un professeur), la démarche pédagogique, la formalisation et l'évaluation du PPCP (proposition d'une fiche d'évaluation).

- Des fiches méthodologiques en téléchargement.

- Diaporama sur le PPCP (36 diapositives).

<http://www.ac-nancy-metz.fr/enseign/PPCP/default.html>

Quant aux abonnés à EcoGest@actu, je leur dis à bientôt pour le n°2, avec peut-être des informations sur les résultats des tables rondes de concertation (cf. bilan d'étape de décembre 2000) et des expériences à partager.

## AU-DELÀ DES MOTS L'impôt négatif : moins d'impôt, moins de salaires ?

Avec la présentation du projet de loi de finance 2001, l'État s'est engagé dans une politique de baisse générale de la pression fiscale, avec un effort particulier en faveur des salaires les plus modestes (jusqu'à 1,4 fois le Smic). Après la décision du Conseil Constitutionnel du 19 décembre 2000 mettant en cause la réduction de la CSG et de la CRDS sur 3 ans pour les plus bas salaires, l'État a repris les propositions du rapport Pisani-Ferry du 5 décembre proposant la mise en oeuvre de l'impôt négatif, sorte de crédit d'impôt destiné notamment à inciter les chômeurs à reprendre un emploi, sans perte de revenu, et à favoriser le pouvoir d'achat des salariés modestes.

Mais il y a des mots qui fâchent. Lorsque Milton Friedman, avec Daniel Moynihan, évoque cette notion, à la fin des années 60, (reprise en France par Lionel Stoléru), il présente un mécanisme destiné à prélever une partie de la richesse produite par la population active occupée, au profit des salariés à faible revenu, ainsi qu'aux personnes sans emploi. Ce principe originel permet de remplacer l'ensemble des aides sociales de l'État par une allocation annuelle calculée en fonction du revenu. Il s'agit là d'une forme de fiscalisation de l'action sociale de l'État, action bien plus forte en France qu'aux USA. Et c'est ici, dans une perspective plutôt interventionniste d'inspiration post keynésienne, que le bât blesse.

En effet, cette allocation « *ne serait pas affectée d'office à certains besoins, contrairement à d'autres prestations spécialisées (aide médicale, par exemple), qui ne constituent pas une somme d'argent dont le bénéficiaire dispose librement. Certes, verser une allocation unique sans se préoccuper de son utilisation, irait dans le sens d'une plus grande liberté. Mais cette méthode n'est certainement pas adaptée à des situations de détresse et revient en fait, pour la puissance publique, à s'exonérer de sa mission sociale par une somme d'argent* ».

[La redistribution en France : plus efficace qu'elle n'en a l'air, Claude Demma Alter Eco n° 166, janvier 1999]

De plus, « *pour les libéraux conservateurs, les contraintes de la concurrence mondiale imposent de poursuivre la déréglementation du marché du travail et de réduire le coût du travail. Mais, comme il faut permettre à ceux qui le souhaitent de travailler, même avec un salaire très faible, la collectivité doit compléter les rémunérations insuffisantes jusqu'à un niveau permettant la subsistance. Il importe alors, pour ne pas désinciter les travailleurs à accepter ces emplois, que le minimum garanti soit faible et que son versement soit largement cumulable avec les revenus d'activité de façon non limitée dans le temps* ».

[Refonder le marché du travail, Thomas Coutrot, Alter Eco n° 160, juin 1998]

Enfin, et en complément de ce qui précède, « *la principale barrière au retour au plein-emploi est l'existence du Smic : en contraignant les employeurs à déboursier 9 000 francs par mois (pour un temps plein, cotisations sociales incluses) pour assurer un revenu final modeste aux intéressés, il contribue à écarter du marché du travail tous ceux dont la productivité est jugée insuffisante* ». En somme l'entreprise serait là pour créer de la richesse, et ce serait à la collectivité de compléter les salaires éventuellement insuffisants.

[Revenu d'existence : la quadrature du cercle, Alter Eco n° 155, janvier 1998]

Le mécanisme de l'impôt négatif, en soi, peut être considéré comme simultanément une simplification des diverses allocations et comme un système incitateur au retour à l'emploi. Mais dans les États d'Europe continentale, influencés par le modèle du capitalisme rhénan, à forte tradition d'implication sociale, ce sont les conséquences de ce système qui posent problème. En effet, on retrouve dans ce débat les préoccupations traditionnelles des uns et des autres. En schématisant, on constate en France que, pour l'État, héritier peu ou prou d'une longue tradition interventionniste et garant de la cohésion sociale, il s'agit, d'une part, de mettre en oeuvre une politique de réduction de la pression fiscale en privilégiant les bas salaires et, d'autre part, de favoriser le travail de la population la moins qualifiée en faisant disparaître les éventuelles pertes de revenus liés au retour à l'emploi. Mais ce même mécanisme, dans la tradition libérale anglo-saxonne, est aussi le moyen de mettre fin au « chômage volontaire » et de favoriser le retour de la liberté d'action individuelle en réduisant les filets de protection sociaux.

On arrive ainsi à ce paradoxe : en réduisant la pression fiscale, l'État accroît a priori le pouvoir d'achat net des ménages. Mais cette ristourne fiscale risque d'inciter les entreprises à maintenir des salaires faibles, voire à exercer une pression à la baisse sur les salaires (croissance du taux des « *poors workers* » dans la population active salariée aux USA), c'est-à-dire à faire baisser globalement le coût du travail (ainsi que le chômage) ainsi que les 25 ans d'expérience de l'« *Earned Income Tax Credit* » (EITC) le montrent aux États-Unis.

Au-delà du poids des mots, il y a donc un réel débat théorique sur les conséquences de ce mécanisme, qui posera tôt ou tard la question d'une réforme globale de la fiscalité dans notre pays.

## AU-DELÀ DES MOTS

(Suite)

**Pour ne savoir plus :**

« *Le Monde* », mercredi 10, jeudi 11, et mercredi 17 janvier 2001

Interview de Michel Bouvier « La logique du crédit d'impôt... » *Le Monde*, 16 janvier 2001

« *Problèmes Économiques* »,

28 avril 1999 : les relations entre SMIC et impôt négatif

15-22 novembre 2000,, n° 2688-89

25 octobre 2000 n° 2685

18 octobre 2000, N° 2684

« *Alternatives Économiques* »,

« La redistribution en France : plus efficace qu'elle en a l'air », janvier 1999

« Refonder le marché du travail », juin 1998

« Revenu d'existence : la quadrature du cercle » janvier 1998

« Le vrai débat autour du RMI », janvier 1997

« Les pièges du revenu d'existence. », avril 1994

Pages de recherche Internet :

[http://www.ac-rouen.fr/pedagogie/equipes/ses\\_net/ses\\_inf/ses400.htm](http://www.ac-rouen.fr/pedagogie/equipes/ses_net/ses_inf/ses400.htm)

[http://www.ac-rouen.fr/pedagogie/equipes/ses\\_net/ses\\_inf/ses40302p.htm](http://www.ac-rouen.fr/pedagogie/equipes/ses_net/ses_inf/ses40302p.htm)

**L'ACTUALITÉ DU DROIT**

## De l'utilité de la veille juridique

« *On dénombre actuellement en France plus de 8 000 lois et 90 000 textes réglementaires en vigueur ; cette inflation normative répond aux exigences d'une société de plus en plus technique et complexe qui nécessite toujours plus de droit pour régler des situations nouvelles.* » Rapport parlementaire d'Alain VIDALIES, député. [1]

« *À l'heure actuelle, on compte environ 8 000 lois en vigueur. Quant au nombre de textes réglementaires en vigueur, il est difficile à évaluer mais on estime qu'il avoisine les 90 000. Face à l'inflation et à la dispersion des normes, les citoyens ont de plus en plus de mal à connaître et comprendre la loi que « nul n'est censé ignorer ». Lorsque seuls quelques initiés sont en mesure d'y parvenir, c'est le problème de l'égal accès au droit qui est posé et c'est même l'égalité devant la loi qui risque de se trouver compromise.* » Observation du gouvernement reprise dans le rapport du conseil constitutionnel. [2]

Ces deux citations concernent l'adoption de la loi 99-1071 du 16 décembre 1999, portant habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes.

Lequel d'entre nous devant enseigner le droit, dans le cadre de nos enseignements d'économie, de gestion, ou de droit, n'a pas été surpris par un changement de législation intempestif, survenu par exemple, pendant les vacances scolaires ?

Deux exemples récents :

La loi 99-587 du 12 juillet 1999, modifiant profondément le droit des sociétés, ouvre la société par actions simplifiée (SAS) aux personnes physiques et généralise la possibilité de la société unipersonnelle, jusque là strictement cantonnée aux SARL. La loi 2000-516 du 15 Juin 2000, loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, règle, dans son article 79, une vieille exception de notre procédure pénale, en instaurant l'appel en Cour d'assises. Un dernier exemple plus anecdotique et plus récent encore : l'adoption de la partie législative du code de commerce par l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000.

Comment pouvons-nous, n'étant pas en général des spécialistes du droit, maintenir à jour nos connaissances juridiques ? Il ne nous est pas possible, chacun dans notre lycée, d'assurer une veille juridique efficace. Ce travail peut être partagé.

## L'ACTUALITE DU DROIT

(Suite)

Ce sera l'objectif de cette rubrique à laquelle bien sûr chacun peut contribuer. La masse des informations, la diversité des sources, la panacée de l'Internet ne sont pas le moindre obstacle à une vision claire et à l'énoncé exact des règles du droit positif.

Laurence Pitoiset et Jean-Pierre Testenoire évoquent dans l'article de ce numéro - NOTRE PROJET ÉDITORIAL - « les changements introduits par le prochain statut de la SA européenne ». Voilà effectivement un sujet qui semble prometteur. Hélas, cela ne semble pas si simple ! Le juriste internaute s'efforcera de trouver la documentation ad-hoc : sites de l' Union, de la présidence française, recherches sur le sommet de Nice, etc.

Et bien, bon courage ! On s'efforcera les mois prochains, avec l'aide de toutes les bonnes volontés, de répondre à cette question et à toutes celles que l'on se posera d'ici là.

[1] <http://www.assemblee-nationale.fr/2/rapports/r1917.htm>

[2] <http://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/1999/99421/obs.htm>

## INNOVATION

### La rénovation des BTS commerciaux

Les Commissions Professionnelles Consultatives viennent de lancer un vaste programme de réflexion et de consultation sur les BTS commerciaux.

Placé sous la direction de Richard MANIAK, Inspecteur général de l'Éducation Nationale, un groupe de travail a été constitué et engage les missions suivantes pour l'année 2000/2001 :

- analyser la situation générale actuelle des métiers commerciaux ;
- déduire des tendances lourdes, les évolutions prévisibles en termes de compétences ;
- mettre en évidence les impacts sur les diplômes commerciaux de niveau III;
- émettre des propositions d'aménagement de l'offre de formation.

Pour mener ses missions, le groupe enquête auprès des sections de BTS et des entreprises ; réalise une analyse documentaire et bibliographique ; se déplace sur le terrain des professions pour appréhender les caractéristiques des activités professionnelles, en particulier dans les métiers émergents ; entend des experts.

Les résultats de ces travaux (enquêtes, auditions d'experts notamment) sont publiés au fur et à mesure sur le site du Centre National Ressource Mercatique Vente à l'adresse suivante : <http://www.ac-nancy-metz.fr/crm>

## EN LIGNE

### L'actualité des publications en ligne

Vous changez de fournisseur d'accès à Internet ? Une nouvelle option "changement d'adresse" est disponible pour les listes de diffusion économie-gestion :

[http://www.educnet.education.fr/ecogest/communaute/listes\\_form\\_cadre.htm](http://www.educnet.education.fr/ecogest/communaute/listes_form_cadre.htm)

Bienvenue à l'académie de Créteil qui ouvre son site économie-gestion. Ce nouvel espace d'information est accessible sur la carte des sites académiques, l'annuaire et le moteur de recherche.

<http://www.ac-creteil.fr/economie-gestion/welcome.html>

Une nouvelle liste de diffusion consacrée à la "rénovation BTS CGO" est disponible, inscription sur le site du réseau CRT : <http://www.ac-grenoble.fr/btscg/indefor.htm>

Une nouvelle rubrique consacrée à l'expérimentation des TICE par Olivier Caviale et Christine Gaubert-Macon : [http://www.educnet.education.fr/ecogest/tice/tice\\_cadre.htm](http://www.educnet.education.fr/ecogest/tice/tice_cadre.htm)

La rubrique « formation » est simplifiée et complétée d'une présentation des bacs technologiques :

[http://www.educnet.education.fr/ecogest/information/baccalaureats\\_stt\\_cadre.htm](http://www.educnet.education.fr/ecogest/information/baccalaureats_stt_cadre.htm)

[http://www.educnet.education.fr/ecogest/communaute/listes\\_form\\_cadre.htm](http://www.educnet.education.fr/ecogest/communaute/listes_form_cadre.htm)

## EN LIGNE

(Suite)

Dans la rubrique « Vitrine », un nouveau dossier "Didactique et Internet" proposé par les animateurs TICE de l'académie de Marseille : <http://pedagogie.ac-aix-marseille.fr/ecolyc/Resped/Didac/didac.htm>

L'académie de Nice accueille un nouveau site consacré au BTS Communication des entreprises. Celui-ci vous donne des adresses utiles, les lycées qui accueillent cette formation, des liens spécifiques, des fiches de lecture, des cas et exercices, un forum, des infos officielles... <http://mtn-cremli.ac-nice.fr/btscom>

Du neuf pour l'IGC : une communication destinées aux élèves du collège et à leurs parents est disponible sur le site du Certa, elle s'accompagne d'un dépliant à distribuer et d'un diaporama à projeter sur écran. [http://certa.u-bourgogne.fr/formatio/seconde/f\\_sec.htm](http://certa.u-bourgogne.fr/formatio/seconde/f_sec.htm)

Le CERPET inaugure une rubrique sur le site national, au programme : le catalogue des stages 2001

## LES TUYAUX DE L'INFO

### Pour une configuration stable en classe

Combien de fois sommes-nous arrivés en salle informatique pour nous retrouver devant un micro-ordinateur qui "plantait" et était inutilisable par les élèves ? Trop souvent. Des solutions existent pourtant pour remédier à ce type de problèmes. Elles peuvent être de nature logicielle ou matérielle et offrent l'avantage de ne pas restreindre les fonctionnalités des logiciels mis à disposition des utilisateurs.

Au rang des solutions matérielles, nous vous présentons la Safetycard. Il s'agit d'une carte PCI plug and play qui s'installe sur les PC, au minimum de type 486, muni d'un disque dur IDE, E-IDE ou SCSI d'au moins 1 Go. Elle fonctionne sous les systèmes d'exploitation Ms-Dos, Windows 3.xx, Windows 9.xx, Windows Me, Windows NT et Windows 2000. Elle nécessitera moins de 5 % de l'espace de votre disque dur pour fonctionner. Cet espace lui permettra de simuler toutes les manipulations qui seront effectuées lors d'une séance de travail. Son fonctionnement n'est pas basé sur un clonage du disque dur (comme le font les solutions logicielles) mais sur l'interception des écritures sur le disque dur et leur simulation.

La Safetycard est opérationnelle dès que son installation est terminée. Pour un fonctionnement optimal du poste informatique, nous préconisons un reformatage complet du disque dur de ce poste, la création de 2 partitions, une partition C: pour le système d'exploitation et les logiciels et une partition D: pour les données des utilisateurs. La Safetycard intègre la gestion des partitions et permet de ne pas protéger la dernière partition d'un disque dur (la partition Data) afin que les utilisateurs puissent retrouver leurs données après un redémarrage de l'ordinateur. Toute écriture sur C: (stockage, suppression ou modification d'un fichier, installation d'un logiciel, ...) aura disparu au prochain redémarrage du PC.

Pour modifier le contenu de la partition C : (installation ou mise à jour d'un logiciel, ...) la Safetycard offre au démarrage un mode Administrateur qui n'est accessible que sur saisie du mot de passe approprié. Sans ce mot de passe, il n'est possible de démarrer qu'en mode utilisateur (rien n'est inscrit sur C:). Les modifications apportées en mode Administrateur sont directement accessibles aux utilisateurs après redémarrage du PC.

Nous vous conseillons de faire un essai avant d'envisager d'équiper tous vos PC avec cette carte. En effet, elle ne fonctionne pas ou mal sur certains PC (pas forcément les plus anciens). Il suffit d'ôter la carte pour la désinstaller, donc pas de craintes à avoir. La société qui commercialise cette carte offre un lot d'essai de 2 cartes pour 717,60 F ttc. Vous trouverez sur son site Internet ( <http://www.safetycard.net> ) ses coordonnées, les tarifs des cartes (dégressif) et un bon de commande à imprimer.

### Astuces :

- **Lotus 123 : Afficher les formules**

Pour afficher une formule dans une ou plusieurs cellules, sélectionner la ou les cellules, cliquer dans le menu contextuel sur Propriétés de champ..., Onglet #, Format Formule (le dernier de la liste).

## LES TUYAUX DE L'INFO

(Suite)

- **Réaliser des économies lors de l'impression.**

### Économie d'encre.

Beaucoup d'imprimantes possèdent un mode économique qui consomme 2 fois moins d'encre. Pour l'activer, il faut modifier le réglage des propriétés de l'imprimante. Ce changement peut se faire depuis le logiciel en cours d'utilisation. Une astuce consiste à réaliser deux installations de l'imprimante. La première, par exemple BJC 4200 normal, sera paramétrée avec une qualité d'impression « normale » et la deuxième, par exemple BJC 4200 brouillon, sera paramétrée avec une qualité d'impression « brouillon ». C'est cette dernière qui sera déclarée comme imprimante par défaut.

### Économie de papier.

Certains logiciels ou certaines imprimantes permettent de réduire la consommation de papier. Ainsi avec Excel 97 on peut ajuster x page(s) en largeur et y page(s) en hauteur ou réduire/agrandir de z %. Avec Word 2000, on peut imprimer 2 ou 4 pages sur une même feuille. Certaines imprimantes (Xerox DocuPrint N17, Brother HL 2170N...), permettent aussi d'imprimer plusieurs pages par feuille. C'est autant d'économies réalisées.

## DES LIENS !

- **Liens 1. Vu au BO**
- **Liens 2. Pour l'économie et le droit**
- **Liens 3. Visite guidée**

Pour profiter pleinement de cet immense espace de navigation, de recherche et de trouvailles qu'est la Toile d'Araignée Mondiale, EcoGest@actu vous propose d'explorer, de découvrir ou de redécouvrir ensemble quelques unes de ces ressources. Nous avons choisi pour l'instant d'organiser cette rubrique autour de trois axes :

- la veille informationnelle des textes du BO qui touchent à l'économie-gestion,
- un choix indicatif de liens ciblés par champ disciplinaire : économie-droit pour commencer,
- la visite guidée d'un site ou d'un domaine particulier : aujourd'hui, l'entrée se fait par le portail de l'éducation nationale.

- **LIENS 1. VU AU BO**

Organisation du baccalauréat session 2001 : BO février 2001 N° 6 et N°8

- calendrier des examens des baccalauréats général, technologique et des brevets de technicien

<http://www.education.gouv.fr/bo/2001/6/ensel.htm>

- dans les centres ouverts à l'étranger

- dates et horaires des épreuves de l'option internationale

- dans les académies de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique

<http://www.education.gouv.fr/bo/2001/8/ensel.htm>

Harmonisation des procédures d'admission dans les sections de techniciens supérieurs.

BO 41 du 16/11/2000 <http://www.education.gouv.fr/bo/2000/41/sup.htm>

Création d'un comité de suivi des licences professionnelles BO 46 du 21/12/2000

<http://www.education.gouv.fr/bo/2000/46/sup.htm>

Création d'un brevet INFORMATIQUE ET INTERNET (collège)

(les critères retenus peuvent servir de repère pour évaluer les élèves à d'autres niveaux)

<http://www.education.gouv.fr/bo/2000/42/encart.htm>

Échanges de jeunes en formation professionnelle initiale et continue entre la France et la République fédérale d'Allemagne <http://www.education.gouv.fr/bo/2000/41/ensel.htm>

## DES LIENS !

(Suite)

**Enseignement professionnel**

"Guide pédagogique pour l'écriture et la disposition des documents avec des outils de bureautique".

<http://www.education.gouv.fr/bo/2000/34/ensel.htm>

(le guide est sur le site de l'académie d'Orléans-Tours)

[http://www.ac-orleans-tours.fr/eco-gest/fichiers\\_téléchargeables.htm](http://www.ac-orleans-tours.fr/eco-gest/fichiers_téléchargeables.htm) )

NOMINATIONS - Présidents de groupes d'experts sur les programmes scolaires l'intégralité du texte avec le lien suivant : <http://www.education.gouv.fr/botexte/bo010104/MENE0003150A.htm>

ou BO N° 01 du 04/01/2001 page 27 : <http://www.education.gouv.fr/bo/2001/1/mvtp.htm>

BO N° 08 du 22/02/2001

- DUT Spécialité carrières juridiques

<http://www.education.gouv.fr/bo/2001/8/sup.htm>

- Taxe d'apprentissage : campagne de collecte 2001

<http://www.education.gouv.fr/bo/2001/8/regl.htm>

- **LIENS 2. DES LIENS POUR L'ÉCONOMIE-DROIT**

NB : les remarques quant aux niveaux d'utilisation pédagogique n'engagent que leurs auteurs

*Économie générale :*

- L'État pare-chocs : perspectives 2000-2001 pour l'économie française.

(Revue de l'OFCE N°75 octobre 2000, 46 pages) : explications de la croissance, effet de la hausse du prix du pétrole, 35 heures, commerce extérieur... nombreux graphiques à

[http://www.ofce.sciences-po.fr/revue/fic\\_pdf/2-75.pdf](http://www.ofce.sciences-po.fr/revue/fic_pdf/2-75.pdf)

- Cahiers de graphiques : exploitables avec les élèves BTS et bac STT

[http://www.ofce.sciences-po.fr/revue/fic\\_pdf/9-75.pdf](http://www.ofce.sciences-po.fr/revue/fic_pdf/9-75.pdf). Une multitude d'indices et d'informations sur les régions développées et sur les pays européens en particulier

- L'OCDE en chiffres :

<http://www.oecd.org/publications/figures/index-fr.htm>

Cette édition de l'OCDE en chiffres contient des données essentielles : croissance économique, emploi, éducation, transports. Tableaux sur divers indicateurs et graphiques qui donnent un bref aperçu de certains thèmes classiques : marché du travail, fiscalité des entreprises, aide au développement, ou thèmes nouveaux : nouvelle économie, pénétration de l'Internet, commerce de haute technologie, investissement en savoir..

Le commerce extérieur français (analyse 4 graphiques : évolution, répartition géographique...)

<http://www.premier-ministre.gouv.fr/fr/p.cfm?ref=19020>

- Plein emploi (rapport n°30 au premier ministre) Conseil d'Analyse Économique

Jean Pisani-Ferry : les 2 parties se suivent à

[http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/fic\\_pdf/30a.pdf](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/fic_pdf/30a.pdf) et [http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/fic\\_pdf/30b.pdf](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/fic_pdf/30b.pdf)

- Le taux de change : cet article présente les deux principales théories du taux de change réel d'équilibre (25 pages au format pdf).

La première approche, la plus achevée d'un point de vue théorique mais complexe à mettre en oeuvre empiriquement, repose sur un modèle d'équilibre général intertemporel à deux secteurs; elle définit le taux de change réel comme le prix relatif des biens échangeables par rapport aux biens non-échangeables.

La seconde approche est plus « macroéconomique ». Le change réel y est défini comme un indicateur de compétitivité; son niveau d'équilibre permet d'atteindre l'équilibre externe tout en étant compatible avec l'équilibre interne. Le calcul empirique est plus aisé et s'appuie sur les mécanismes les plus robustes inscrits dans les modèles macro-économétriques....

<http://www.finances.gouv.fr/Prevision/etudes/doctrav/96-10.pdf>

## DES LIENS !

(Suite)

Conséquences du passage par le chômage sur la carrière professionnelle :

<http://www.finances.gouv.fr/Prevision/etudes/doctrav/96-11.pdf>

Identifiant de la courbe de salaire et déterminants du chômage d'équilibre dans un modèle de négociation salariale : présentation d'un modèle théorique de négociation salariale inspiré de celui de Layard, Nickell et Jackman (1991), dans lequel le chômage d'équilibre dépend de la productivité apparente du travail et de ses déterminants.

<http://www.finances.gouv.fr/Prevision/etudes/doctrav/96-7.pdf>

**Droit :**

Une présentation des autorités administratives indépendantes sur le site du premier ministre (BTS première année) :

<http://www.premier-ministre.gouv.fr/fr/p.cfm?ref=18890>

- Les dernières mesures de lutte contre les exclusions et le surendettement (BTS deuxième année) :

fichier de 1,24 Mo <http://www.premier-ministre.gouv.fr/ressources/LdGPDF/98.pdf>

- Les relations inter-entreprises : la franchise en 10 questions

<http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr/informations/guide-com/telechar/franchise/franchise.html>

- La protection du consommateur

les ventes réglementées :

[http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr/informations/guide-com/ventes\\_reg/ventes.htm](http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr/informations/guide-com/ventes_reg/ventes.htm)

Fiches pratiques de la consommation :

<http://www.finances.gouv.fr/DGCCRF/consommation/ficonso/>

Les clauses abusives : contrats de téléphonie mobile :

<http://www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr/actualites/dossierpress/mobile/indexmobil.htm>

**Économie d'entreprise :**

- La qualité (thème d'étude BTS) dans « Insee Première », octobre 2000

<http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/pdf/4p138.pdf>

La qualité : une démarche pour répondre aux attentes du client

D'autres liens sur la qualité dans la FAQ-Ecogest sur le site du lycée Émile Zola. Vous y trouverez aussi les liens vers les sites de collègues ainsi que d'autres liens cités dans la liste entre septembre et décembre 2000.

<http://www2.ac-lille.fr/zola/ecogest/documents/archive2ecogest.htm>

- **LIENS 3. VISITE GUIDÉE**

<http://www.education.fr/>

Derrière ce récent portail de l'éducation accessible sur la page d'accueil du ministère, de nombreuses ressources pour l'ensemble des partenaires de l'Éducation Nationale. Notez que le site est en pleine évolution et se construit chaque jour. Vous aider à découvrir les arcanes du portail est notre objectif, en faisant un détour aujourd'hui sur quelques-uns de ses sites :

Educasource a pour objectif de faciliter l'accès des personnels d'enseignement et de documentation de tous niveaux aux ressources électroniques utiles à l'enseignement. C'est d'abord un outil de recherche qui s'appuie sur une base de données de plus de 5000 références de ressources électroniques. Les ressources multimédias pour les enseignants se trouvent à <http://www.educnet.education.fr/res/bcasource.htm>

Sur EduSCOL, le site de l'enseignement primaire et secondaire, vous trouverez notamment les guides d'équipement téléchargeables (tertiaire et BTS IG).

- à la rubrique Lycées d'enseignement général et technologique : le programme d'IGC uniquement pour l'instant en ce qui concerne la filière STT

- ou encore les PPCP, les horaires, les périodes en entreprise sur les pages des lycées professionnels

<http://www.eduscol.education.fr/>

## DES LIENS !

(Suite)

Le site de la formation supérieure à distance et le site des études supérieures en France sont aussi accessibles depuis ce portail. Edufrance et Formasup intéressent davantage le public post-bac et ceux qui cherchent des formations plus poussées. Entrées respectives à : <http://www.edufrance.fr/> et <http://www.formasup.education.fr/>

**Encore quelques adresses institutionnelles :**

Accessible depuis Educnet, le service LegaMedia est un espace incontournable d'information et de communication dédié à la résolution des problèmes posés par la confrontation des règles protectrices du droit d'auteur et les pratiques pédagogiques dans le contexte du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. <http://www.legamedia.education.fr/mainf.html>

Tout pour tout faire avec les précieuses et complètes fiches techniques d'Educnet, qui vous guident des Premiers pas sur le net à l'utilisation d'une boîte à outils bien utile. <http://www.educnet.education.fr/tech/default.htm>

L'académie de Poitiers a pensé aux débutants peu ou même pas du tout anglophones qui tentent d'utiliser un logiciel de création multimédia non « francisé »: un glossaire des termes fréquemment utilisés dans les logiciels non traduits, et concernant les termes généraux, la retouche d'images ou les sons est présenté à cette adresse : <http://www.ac-poitiers.fr/pedago/outil/astuces/media/glossaire.htm>

**PANORAMA DE LA PRESSE**

Revue de presse du 24 janvier au 25 février 2001

Le Monde / L'entreprise / Revue fiduciaire / Alternatives économiques /

- **Économie générale**

- Quelle est la réelle attractivité de la France pour les entreprises étrangères ?

Troisième investisseur mondial, sixième pays d'accueil. Mais d'après des études, la compétitivité de la France est plutôt mal perçue par les investisseurs étrangers.

Annie Kahn - Le Monde, 24 janvier 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,141676,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,141676,00.html)

- Europe centrale et orientale : le difficile rattrapage technologique

Nathalie Nougayrède - Le Monde, 10 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,146467,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,146467,00.html)

- (Tourisme) La France demeure la première destination mondiale

Le Monde, 10 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,146510,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,146510,00.html)

- Les investissements privés ont représenté 64 % de l'aide aux pays pauvres en 1999

Les prêts / les investissements directs étrangers / l'aide publique

Babette Stern - Le Monde, 13 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,146885,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,146885,00.html)

- Croissance : Amérique méfiante, Europe confiante

Au moment où les États-Unis s'interrogent sur le ralentissement de leur économie, l'Europe veut croire dans ses perspectives de croissance.

Babette Stern - Le Monde, 16 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,148612,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,148612,00.html)

## PANORAMA DE LA PRESSE

(Suite)

- Après la guerre et la sécheresse, le nord du Burundi est frappé par la disette  
Jean-Philippe Rémy - Le Monde, 20 février 2001  
[http://www.lemonde.fr/rech\\_art/0,5987,149276,00.html](http://www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,149276,00.html)
- La dévaluation en Turquie ravive les craintes d'une crise financière généralisée  
Cécile Prudhomme avec Philippe Ricard - Le Monde, 23 février 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,149946,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,149946,00.html)
- Les précédentes turbulences (monétaires)  
1994-1995 : Mexique / 1997 : Asie / 1998 : Russie / 2000 : Argentine  
Le Monde, 23 février 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,149948,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,149948,00.html)
- L'investissement des entreprises moteur de la croissance au quatrième trimestre 2000  
La consommation des ménages / l'investissement des entreprises / le commerce extérieur /  
Virginie Malingre - Le Monde, 23 février 2001  
[http://www.lemonde.fr/rech\\_art/0,5987,149913,00.html](http://www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,149913,00.html)
- Les disparités s'estompent  
En cinquante ans, le pouvoir d'achat s'est amélioré, l'écart de salaire entre sexes et entre catégories socioprofessionnelles s'est réduit. Mais la pauvreté salariale touche de plus en plus de personnes.  
[http://www.alternatives-economiques.fr/site/pages\\_site/005.html](http://www.alternatives-economiques.fr/site/pages_site/005.html)
- Budget : vers la réforme de la procédure budgétaire ?  
Après trente-six tentatives avortées, la réforme de l'ordonnance de 1959, qui régit la procédure budgétaire, pourrait enfin aboutir.  
[http://www.alternatives-economiques.fr/site/pages\\_site/003.html](http://www.alternatives-economiques.fr/site/pages_site/003.html)
- **Économie d'entreprise**
  - Les grandes entreprises lâchent du lest sur les salaires  
Stéphane Lauer et Frédéric Lemaître - Le Monde, 16 février 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,148621,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,148621,00.html)
  - La difficile comparaison des revenus entre fonctionnaires et salariés du privé  
A. Ga. - Le Monde, 30 janvier 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,141779,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,141779,00.html)
  - En dépit de l'effet de mode, les bienfaits de l'e-formation commencent à être très relativisés  
Antoine Reverchon - Le Monde, 24 janvier 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,141693,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,141693,00.html)
  - Un mode d'apprentissage réussi au Crédit mutuel de Bretagne  
formation à distance de son personnel / savoir-faire / expérience / clients satisfaits  
Vincent Durupt - Le Monde, 24 janvier 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,141696,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,141696,00.html)
  - Apple veut placer ses ordinateurs au centre de la révolution numérique  
Le PDG du groupe, Steve Jobs, a présenté jeudi 22 février au Japon l'iMac de demain.  
Christophe Jakubyszyn - Le Monde, 22 février 2001  
[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,149756,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,149756,00.html)

## PANORAMA DE LA PRESSE

(Suite)

- Coca-Cola s'allie à Procter & Gamble

Les marchés financiers malmènent Coca-Cola

Laure Belot - Le Monde, 22 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,149769,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,149769,00.html)

- Une leçon pour toutes les multinationales

Nike / critiques sociales / sous-traitants indonésiens / codes de bonne conduite

Laure Belot - Le Monde, 23 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,149953,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,149953,00.html)

- Nike confronté aux violences sexuelles et physiques chez ses fournisseurs indonésiens

Entreprise et éthique

Laure Belot - Le Monde, 22 février 2001

[http://www.lemonde.fr/rech\\_art/0,5987,149950,00.html](http://www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,149950,00.html)

- Dans le Nord, une véritable lune de miel franco-japonaise

Toyota / choc des cultures /

Jean-Paul Dufour - Le Monde, 31 janvier 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,143162,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,143162,00.html)

- PSA Peugeot-Citroën a pour ambition de vendre 100 000 voitures au Brésil dans trois ans

Stéphane Lauer - Le Monde, 02 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,143856,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,143856,00.html)

- Daimler impose à Chrysler une sévère restructuration

Stéphane Lauer et Philippe Ricard - Le Monde, 30 janvier 2001

[http://www.lemonde.fr/rech\\_art/0,5987,141727,00.html](http://www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,141727,00.html)

- PSA et Renault, deux stratégies opposées pour faire de gros profits

Stéphane Lauer - Le Monde, 21 février 2001

[http://www.lemonde.fr/rech\\_art/0,5987,149515,00.html](http://www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,149515,00.html)

- Les pénuries de main-d'œuvre poussent certaines entreprises à recruter différemment

Antoine Reverchon - Le Monde Économie, 05 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,144180,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,144180,00.html)

- Leroy-Merlin n'embauche plus à l'aune du CV

L'entreprise utilise la méthode dite « des habiletés »

Francine Aizicovici - Le Monde Économie, 05 février 2001

<http://www.lemonde.fr/article/0,5987,3234-5120-144182,00.html>

## • **Mercatique**

- La publicité en ligne n'a pas encore trouvé son style

La création des annonces sur la Toile n'en est encore qu'à ses balbutiements et s'apparente davantage à de la promotion. Les formats imposés, le manque de moyens et l'étroitesse du marché expliquent largement cette situation

Frédéric Roy - Le Monde, 05 février 2001

<http://interactif.lemonde.fr/article/0,5611,2857--141485-0,FF.html>

- La mue obligée de la publicité en ligne

Trouver de nouvelles façons de rendre la publicité en ligne plus efficace devient une question de survie

Heather Green et Ben Elgin - Le Monde, 21 février 2001

[http://interactif.lemonde.fr/squelette/pour\\_imprimer/0,5614,2865--148962-0,00.html](http://interactif.lemonde.fr/squelette/pour_imprimer/0,5614,2865--148962-0,00.html)

## PANORAMA DE LA PRESSE

(Suite)

- Faut-il faire de la pub sur internet ?

Sébastien Pierrot - L'Entreprise, N°185 février 2001

<http://www.lentreprise.com/entreprise/entrcont.nsf/wa/6794A9D56A88C1B6C12569F9004D033F?OpenDocument>

• **Droit**

- Un nouveau code : le code monétaire et financier

<http://grouperf.com/redirect.php?vers=rfiduchb2846jurcod01>

Revue Fiduciaire, février 2001

- Litiges sur les portables : les juges condamnent les opérateurs

<http://grouperf.com/redirect.php?vers=intprims0574tellit01>

Revue Fiduciaire, février 2001

- Les modalités d'exercice du pouvoir disciplinaire de l'employeur sont régulièrement précisées par la jurisprudence

[http://grouperf.com/redirect.php?vers=legisobi0105dro5\\_q01](http://grouperf.com/redirect.php?vers=legisobi0105dro5_q01)

Revue Fiduciaire, février 2001

- Le harcèlement moral entre dans le code du travail

Première lecture à l'Assemblée nationale / définition / fonctionnaires

Frédéric Lemaître - Le Monde, 24 janvier 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/1,6063,141588,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/1,6063,141588,00.html)

- La Cour de cassation limite certaines libertés du salarié

La surveillance des salariés / les limites des arrêts-maladie.

Frédéric Lemaître - Le Monde, 19 février 2001

[http://www.lemonde.fr/imprimer\\_article/0,6063,149099,00.html](http://www.lemonde.fr/imprimer_article/0,6063,149099,00.html)

- Désignation et renouvellement des délégués syndicaux

<http://grouperf.com/redirect.php?vers=legisobi0105docdes01>

Revue Fiduciaire, février 2001

- Loi sur l'épargne salariale

Intéressement / participation / plans d'épargne

<http://grouperf.com/redirect.php?vers=rfiduchb2849epaint01>

Revue Fiduciaire, février 2001

- Du bon usage du "chèque de garantie"

<http://grouperf.com/redirect.php?vers=rfconsms0117tred01>

Revue Fiduciaire, février 2001

- La faute lourde : caractéristiques et conséquences

[http://grouperf.com/redirect.php?vers=legisobi0106licla\\_01](http://grouperf.com/redirect.php?vers=legisobi0106licla_01)

Revue Fiduciaire, février 2001

- L'employeur doit-il payer les journées de grève ?

Dominique Pontvianne - L'Entreprise, N°185 février 2001

<http://www.lentreprise.com/entreprise/entrcont.nsf/wa/BFEEC208A5294515C12569F90049751A?OpenDocument>

## PANORAMA DE LA PRESSE

(Suite)

• **Comptabilité – fiscalité**

- Le taux réduit d'IS de 19 % applicable aux bénéfices capitalisés des PME est remplacé par un taux d'IS fixé à 25 % pour les exercices ouverts à compter de 2001, applicable sur la fraction du bénéfice fiscal n'excédant pas 250 000 F.

<http://grouperf.com/redirect.php?vers=rfcompms0270fistau01>

Revue Fiduciaire, février 2001

- Payez moins d'impôts / guide / déclaration

<http://www.grouperf.com/redirect.php?alias=moinsdimpots>

Revue Fiduciaire, février 2001

---

**EcoGest@actu est un service du site national de l'économie-gestion sur Educnet, le portail des professeurs de la discipline.**

Directeur de la publication : Alain SÉRÉ

Rédacteurs en chef : Laurence PITOISET et Jean-Pierre TESTENOIRE

Ont collaboré à ce numéro : Éric DESCHAINTE, Christian DRAUX, Jean-Luc DROUARD, Stéphane GOZE, Louis KALTENBACH, Annie KINTZIG, Laurence PITOISET, Lucette POLETTI, Driss SABRI, Alain SERE, Jean-Pierre TESTENOIRE, Jean-Jacques THILL.

Abonnement/désabonnement : <http://www.educnet.education.fr/ecogest>

Pour vous abonner ou modifier votre abonnement à une liste de diffusion économie-gestion, utilisez cette adresse :

[http://www.educnet.education.fr/ecogest/communaute/listes\\_form\\_cadre.htm](http://www.educnet.education.fr/ecogest/communaute/listes_form_cadre.htm)

**Toutes les contributions sont bienvenues !**

Si vous souhaitez contribuer ou apporter des commentaires à propos des articles parus dans EcoGest@actu, écrivez-nous : [adm.eg@education.gouv.fr](mailto:adm.eg@education.gouv.fr)